



SCI MOSELLE LA MAXE
425 rue Henri Barbusse
BP129
78375 Plaisir Cédex
Lila ELIASSON
07 60 99 53 73
lila.eliasson@ingka.ikea.com

Pompey, le 26/01/2026

N/réf. : **DT25-685**

Localisation : La Maxe (57) – Rue du Trou aux Serpents – Parcelles cadastrées 233, 234 et 241 de la section 07

N/Réf. Études : Néant

Objet : Compte-rendu d'essais de perméabilité et pose de piézomètres

Mission : Mission type ex-G0 - Exécutions de sondages, essais et mesures géotechniques

Documents complémentaires : Néant

Madame, Monsieur,

Du **11** au **15/12/2025**, et suite à votre aimable sollicitation, nous avons procédé à :

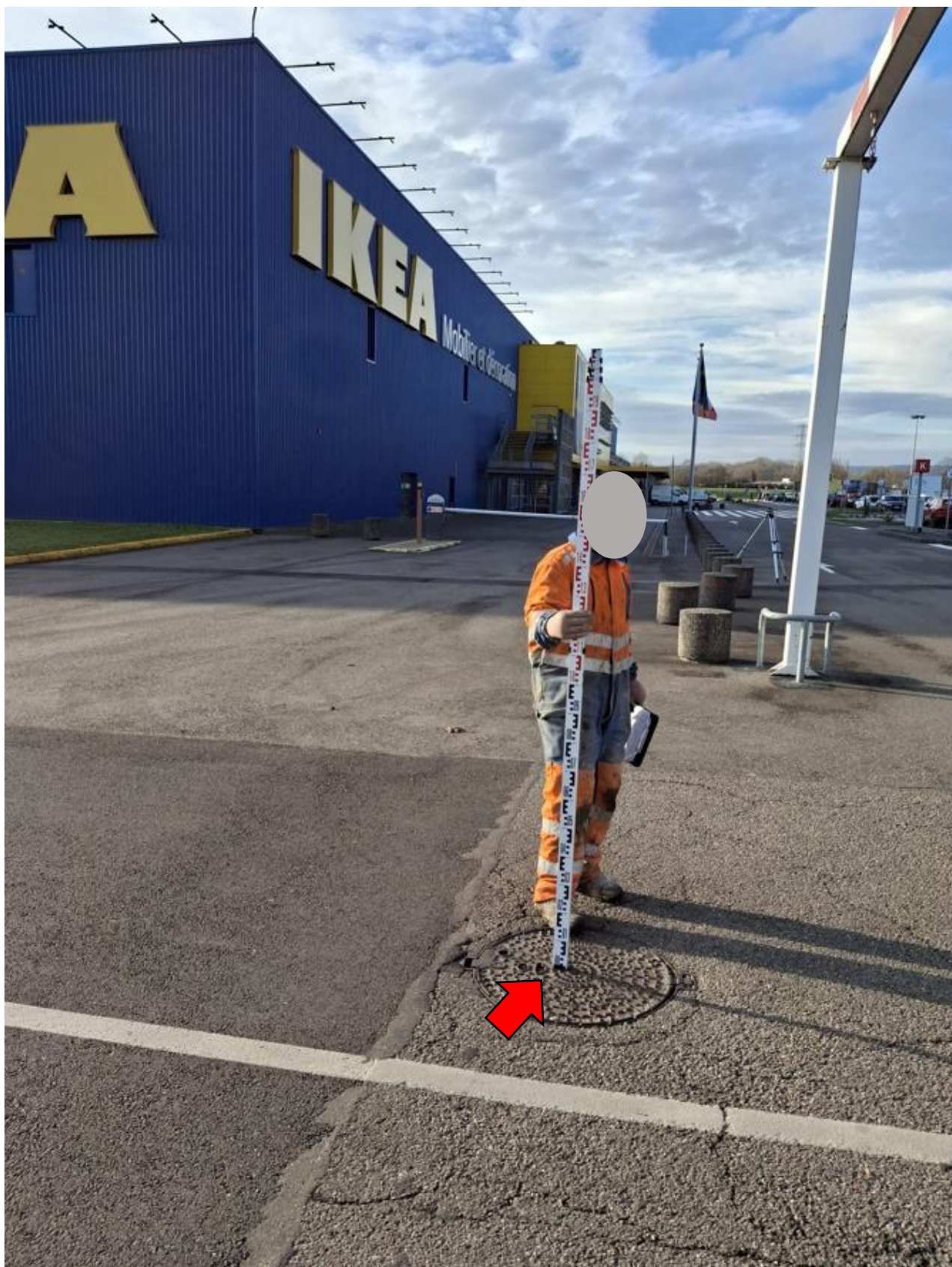
- La pose de **3 piézomètres** notés **Pz1** à **Pz3** sur le plan d'implantation annexé et forés à la tarière mécanique hélicoïdale continue Ø 114 mm. Ils ont été descendus à la profondeur maximale de **7,6 m/TA**,
- La réalisation de **3 essais de perméabilité** de type PORCHET forés à la tarière mécanique hélicoïdale continue en diamètre 114 mm, descendus à la profondeur maximale de **2,0 m/TA** et notés **PO1** à **PO3** sur le plan d'implantation annexé.

Ils ont été disposés sur consigne du Client et au mieux de nos possibilités d'implantation dépendant de la précision des plans fournis, des réseaux enterrés, des retours de DICT et de l'accès à la machine de forage.

Sans référence topographique précise, les têtes d'ouvrages et d'essais ont été nivelées en altitude locale avec comme de repère fixe **un tampon rond** situé à proximité de notre chantier (altitude locale fictive + 100,0).

L'altitude des têtes d'ouvrages et d'essais sont reportées sur les coupes respectives en annexes avec une précision de +/- 0,2 m.

✚ Repère de nivellement :



1. Nature des sols

Les niveaux lithologiques rencontrés lors des travaux de forage sont :

- **Niveau 1**

Des **Remblais** jusqu'aux profondeurs suivantes :

PO1 : 1,6 m/TA

PO2 : 1,6 m/TA

PO3 : 1,6 m/TA

Pz1 : 1,6 m/TA

Pz2 : 1,6 m/TA

Pz3 : 1,6 m/TA

Les **Remblais** (Niveau 1) sont surmontés et/ou confondus avec quelques centimètres de Terre Végétale (Niveau 0).

- **Niveau 2**

Des **Alluvions** jusqu'aux profondeurs suivantes :

PO1 : 2,0 m/TA (fin de forage)

PO2 : 2,0 m/TA (fin de forage)

PO3 : 2,0 m/TA (fin de forage)

Pz1 : 6,2 m/TA (fin de forage)

Pz2 : 6,3 m/TA (fin de forage)

Pz3 : 7,6 m/TA

- **Niveau 3**

Des **Marnes altérées** jusqu'aux profondeurs suivantes :

Pz3 : 8,0 m/TA (fin de forage)

La lithologie descriptive de sols figure sur les coupes en annexes.

2. L'eau dans le sol

Outre l'humidité naturelle des sols de surface, les éventuelles venues d'eau reconnues lors de nos travaux de sondage ayant eu lieu du **11 au 15/12/2025** sont reportées dans le tableau ci-après.

Sondage	Profondeur (m/TA)		Etat	Date
	En cours de foration	Fin de chantier/fin de forage		
PO1	Sec	Sec avant mise en eau	-	11/12/2025
PO2	Sec	Sec avant mise en eau	-	11/12/2025
PO3	Sec	Sec avant mise en eau	-	15/12/2025

Sondage	Profondeur (m/TA)		Etat	Date
	En cours de foration	Fin de chantier/fin de forage au sein de l'équipement		
Pz1	3,2	3,8	Stabilisé	11/12/2025
Pz2	3,6	5,5	Descente	12/12/2025
Pz3	3,8	4,1	Stabilisé	15/12/2025

3. Perméabilité des sols

Après une saturation systématique en eau de 1h00, et en fin d'essais (+ 60,0 min), le calcul permet de déduire les coefficients de perméabilité suivants :

Essai	Coefficient k (m/s)
PO1	$2,1 \cdot 10^{-4}$
PO2	$6,5 \cdot 10^{-4}$
PO3	$4,3 \cdot 10^{-6}$

Perméabilité et caractéristique de drainage des principaux types de sols												
Coefficient de perméabilité K (en m/s)	10 ⁻¹	10 ⁻²	10 ⁻³	10 ⁻⁴	10 ⁻⁵	10 ⁻⁶	10 ⁻⁷	10 ⁻⁸	10 ⁻⁹	10 ⁻¹⁰	10 ⁻¹¹	10 ⁻¹²
Caractéristiques de drainage	BON						FAIBLE		Pratiquement inexistant			
Classification de perméabilité	HAUTE			MOYENNE		FAIBLE		TRES FAIBLE		IMPERMEABLE		
Type général de sol	Gravillons	Sable propres	Argiles altérées et fissurées					Argiles intactes				
			Sables très fin ou silteux									

Il faudra soumettre ces résultats à un bureau d'étude spécialisé afin de pouvoir dimensionner les futurs systèmes d'infiltration et/ou de rétention des eaux.

La capacité d'infiltration des sols peut varier latéralement mais aussi en fonction de la profondeur. Elle dépend notamment de la nature et de l'argilosité des sols intéressés par l'infiltration.

Des essais de perméabilité en grand de type MATSUO pourraient permettre de vérifier/optimiser les capacités d'infiltration au droit des futurs ouvrages projetés une fois ceux-ci définis.

Nous rappelons qu'il est fortement déconseillé d'infiltrer les eaux au voisinage de constructions fondées superficiellement dans des sols fins (limoneux, silteux), argileux ou à tendance argileuse afin d'éviter de perturber le système hydrique des sols de fondation.

En effet, dans le cas contraire, des désordres de type fissurations en lien avec des mouvements différentiels pourraient apparaître sur les existants.

Une distance conventionnelle de 5,0 m entre les ouvrages et les systèmes d'infiltration est généralement retenue pour assurer l'absence d'impact.

4. Piézomètres

Pour suivre l'évolution de l'eau dans le sol, nous avons procédé à la pose de **3** piézomètres équipés et descendus à la profondeur maximale de **8,0 m/TA**.

Ils sont notés **Pz1** à **Pz3** reportés sur le plan d'implantation ont été forés à la tarière mécanique hélicoïdale continue Ø 114 mm.

Ils ont fait l'objet d'un nettoyage air lift de 60 minutes chacun.

Date	PZ1 (TA = + 100,2 locale)	PZ2 (TA = + 100,3 locale)	PZ3 (TA = + 100,1 locale)
Capot hors-sol	0,0 – 0,35	0,0 – 0,34	0,0 – 0,37
Diamètre du Tube PVC plein	-	-	-
Diamètre du Tube PVC crépiné	50,0 mm	50,0 mm	50,0 mm
Sobranite/Ciment (m/TA)	0,2 – 1,0	0,3 – 0,5	0,2 – 0,8
Gravillons 1/2 mm (m/TA)	1,0 – 6,2	0,5 – 6,3	0,8 – 7,6

✚ Piézomètres PZ1 à PZ3







Pour caractériser le comportement de l'eau dans le sol, un suivi piézométrique mensuel sur une période de 12 mois consécutifs est en cours de réalisation par nos soins.

Le **relevé n°0** réalisé à la date de pose des piézomètres est intégré au présent rapport.

Les **relevés n°1 et 2 de Décembre 2025 et Janvier 2026** sont également intégrés à ce rapport.

Les relevés à venir feront l'objet d'un compte-rendu mensuel spécifique en mission type ex G0.

N° relevé	Date	PZ1 (TA = + 100,2 locale)		PZ2 (TA = + 100,3 locale)		PZ3 (TA = + 100,1 locale)	
		Niveau d'eau (en m/TA)	Cote de l'eau (en m locale)	Niveau d'eau (en m/TA)	Cote de l'eau (en m locale)	Niveau d'eau (en m/TA)	Cote de l'eau (en m locale)
0	Date de pose	3,8	96,4	5,5	94,8	4,2	95,9
1	19/12/2025	3,6	96,7	5,3	95,0	3,7	96,4
2	19/01/2026	3,5	96,7	3,1	97,3	3,6	96,5

Je vous prie de recevoir, Monsieur, l'expression de ma considération professionnelle.

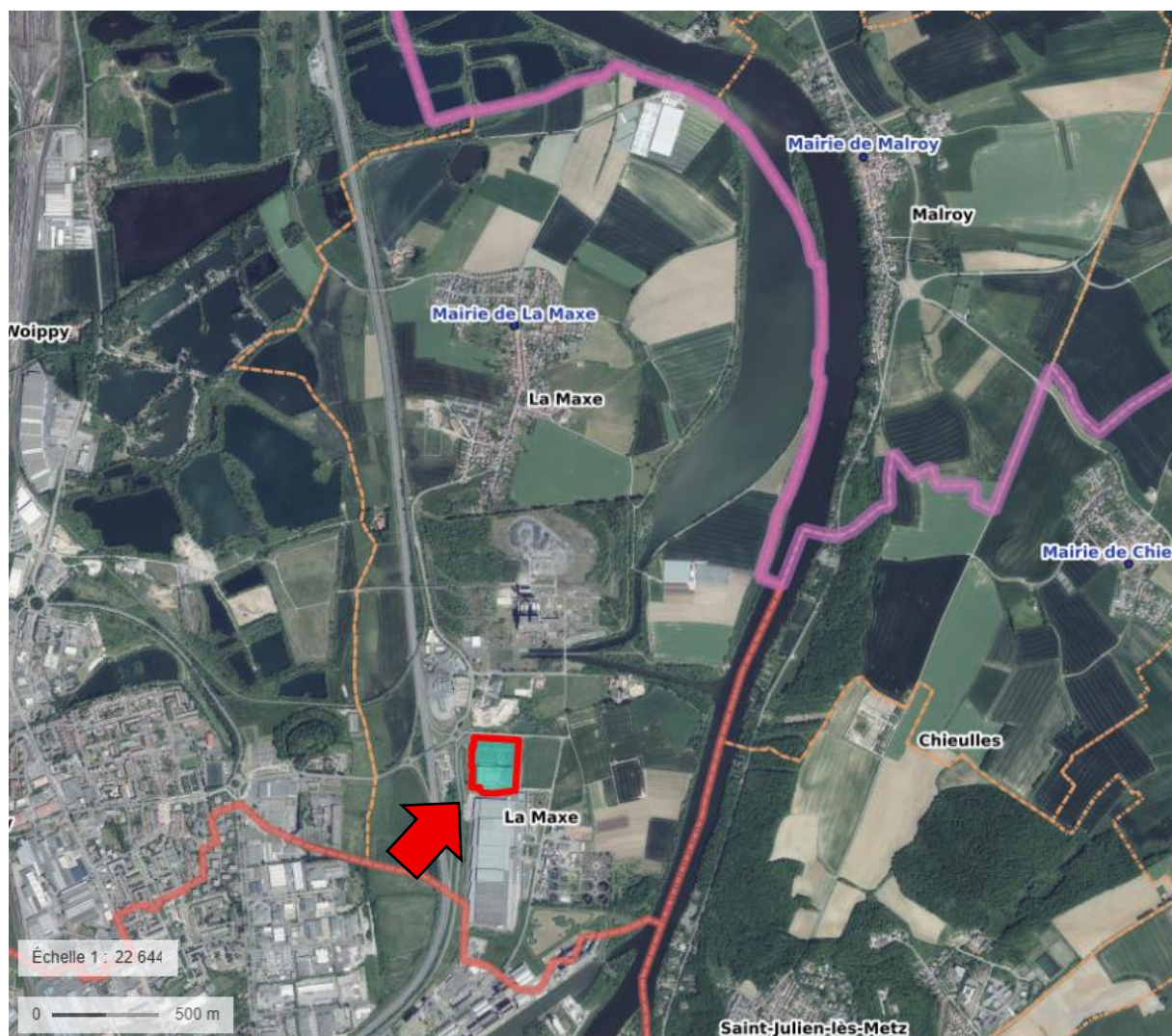
PROT Madline
Ingénieure adjointe

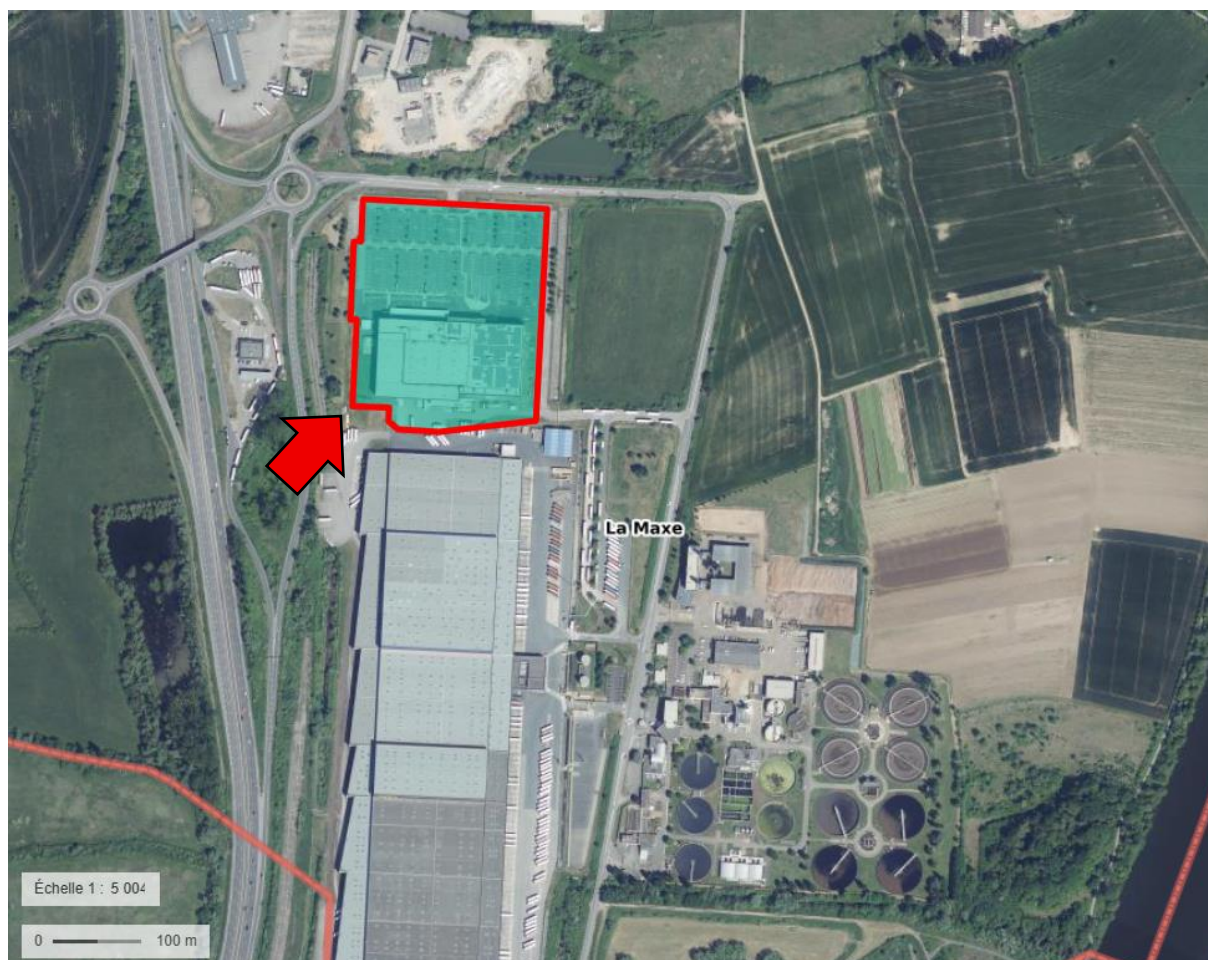
Dominic TORLINI,
Président - Géotechnicien

ANNEXES

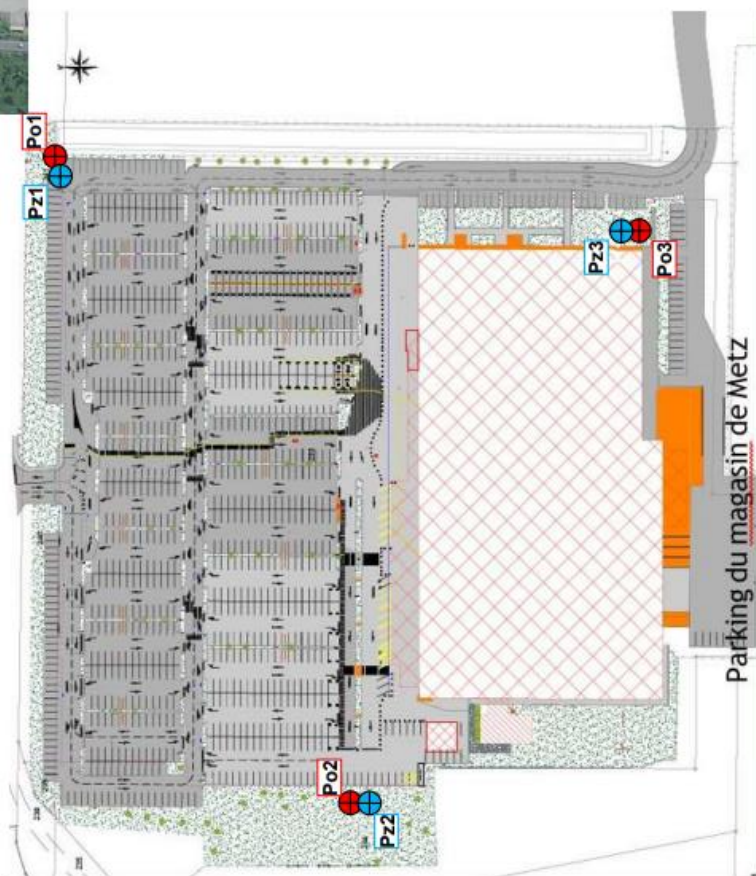


Plan de situation et d'implantation





PLAN PREVISIONNEL D'IMPLANTATION DES SONDAGES



Parking du magasin de Metz

ÉTUDES DE SOLS
DTF
GÉOTECHNIQUE

Maître d'ouvrage :
SCI LORRAINE LA MAXE
Références devis : I-25-12-2
du 01/12/2025

Essai d'infiltration de type
Porchet diamètre 90 mm
Profondeur 2,0 m sauf refus

Pose de piézomètre
Profondeur 6,0 m



Résultats des essais et coupes techniques

ÉTUDES DE SOLS DTF GÉOTECHNIQUE		Dossier : DT25-685 Chantier : La Maxe (57) Client : SCI Moselle la Maxe		SONDAGE : PO1 Date : 11/12/2025 Profondeur : 2.00 m		Echelle 1/15	
		Machine : Socomafor 35		Foreur : RV + ArC		Z : 100.20 m	
Cote (m)	Profondeur (m)	Lithologie		Facès	Niveau d'eau	Outil	Coefficient
100	0	Limon silteux marron remanié 0.20 m		Remblais	Pas d'eau	Tarière mécanique hélicoïdale continue Ø 114 mm	K = 2.1.10 ⁻⁴ m/s
		Argile marron à quelques cailloux et à rares fragments de briques 0.80 m					
		Argile sableuse marron/brun remaniée à cailloux 1.60 m					
99	1	Argile sableuse gris/bleuté/noirâtre à cailloux (pollué) 2.00 m		Alluvions			
	2					Fin du sondage	
98							
	3						

ÉTUDES DE SOLS DTF GÉOTECHNIQUE Dossier : DT25-685 Chantier : La Maxe (57) Client : SCI Moselle la Maxe Machine : Socomafor 35 SONDAGE : PO2 Date : 11/12/2025 Profondeur : 2.00 m Foreur : RV + ArC Z : 100.30 m Echelle 1/15						
Cote (m)	Profondeur (m)	Lithologie	Facès	Niveau d'eau	Outil	Coefficient
100	0	Limon silteux marron remanié 0.20 m	Remblais	Pas d'eau	Tarière mécanique hélicoïdale continue Ø 114 mm	$K = 6.5.10^{-4} \text{ m/s}$
		Sable marron remanié à cailloux (odeur) 0.70 m				
99	1	Argile silteuse marron/brun remaniée 1.60 m				
		Argile sableuse brun-foncé à cailloux, graviers et galets 2.00 m	Alluvions		2.00 m	2.00 m
	2				Fin du sondage	
98						
	3					

ÉTUDES DE SOLS DTF GÉOTECHNIQUE Dossier : DT25-685 Chantier : La Maxe (57) Client : SCI Moselle la Maxe Machine : Socomafor 35 SONDAGE : PO3 Date : 15/12/2025 Profondeur : 2.00 m Foreur : RV + ArC Z : 100.10 m Echelle 1/15						
Cote (m)	Profondeur (m)	Lithologie	Facès	Niveau d'eau	Outil	Coefficient
100	0	Limon silteux marron remanié	Remblais	Pas d'eau	Tarière mécanique hélicoïdale continue Ø 114 mm	$K = 4.3.10^{-6} \text{ m/s}$
		0.20 m				
		Argile sableuse marron/brun à cailloux et à rares fragments de briques				
		1.20 m	Alluvions			
99	1	Argile grise à cailloutis et à fragments de briques				
		1.60 m				
		Argile sableuse marron				
		2.00 m				
98	2				Fin du sondage	
	3					

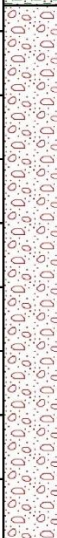
DT25-685 – La Maxe (57) – SCI Lorraine La Maxe – Essais de perméabilité et pose de piézomètres
– Janvier 2026

ÉTUDES DE SOLS DTF GÉOTECHNIQUE		Dossier : DT25-685 Chantier : La Maxe (57) Client : SCI Moselle la Maxe		SONDAGE : Pz1 Date : 11/12/2025 Profondeur : 6.20 m		Echelle 1/35			
Machine : Socomafor 35				Foreur : RV + ArC		Z : 100.20 m			
Cote (m)	Profondeur (m)	Lithologie		Facès	Niveau	Niveau d'eau	Outil	Équipement	Piezomètre
100	0	R R R	Limon silteux marron remanié	Remblais	1				
		R R R	Argile marron à quelques cailloux et à rares fragments de briques						
		R R R							
99	1	R R R	Argile sableuse marron/brun remaniée	Alluvions	2	~\ 3.20 m Avant équipement du forage ~\ 3.80 m Fin de chantier	Tarière mécanique hélicoïdale continue Ø 114 mm	Piézomètre avec bouche à clef hors sol	Tube PVC crépiné 45/50 mm de 0.0 à -6.2 m - gravette 1/2 mm de -6.2 à -1.0 m - Sobranite de -1.00 à -0.20 m - Béton de -0.20 à 0.00 m - Airlift 1.0 heure
		R R R							
		R R R							
98	2		Argile sableuse noir/grisâtre-très-foncé à quelques cailloux						
97	3								
96	4		Argile sableuse gris/bleuté/noirâtre à cailloux (pollué)						
95	5								
94	6								

DT25-685 – La Maxe (57) – SCI Lorraine La Maxe – Essais de perméabilité et pose de piézomètres
– Janvier 2026

ÉTUDES DE SOLS DTF GÉOTECHNIQUE		Dossier : DT25-685		SONDAGE : Pz2		Echelle 1/35			
		Chantier : La Maxe (57)		Date : 11/12/2025					
		Client : SCI Moselle la Maxe		Profondeur : 6.30 m					
		Machine : Socomafor 35		Foreur : RV + ArC		Z : 100.30 m			
Cote (m)	Profondeur (m)	Lithologie		Facès	Niveau	Niveau d'eau	Outil	Equipement	Piezomètre
100	0		Limon silteux marron remanié	Remblais	1				
			Sable marron remanié à cailloux (odeur)						
			Argile silteuse marron/brun remaniée						
99	1		1.60 m						
98	2		Argile sableuse brun-foncé à cailloux, graviers et galets	Alluvions	2	~\ 3.60 m En cours de forage	Tarière mécanique hélicoïdale continue Ø 114 mm	Piézomètre avec bouche à clef hors sol	Tube PVC crépiné 45/50 mm de 0.0 à -6.3 m - gravette 1/2 mm de -6.3 à -0.50 m - Sobranite de -0.50 à -0.30 m - Airlift 1.0 heure
97	3		4.50 m						
96	4		Argile silteuse marron			~\ 5.50 m Fin de chantier			
95	5		6.30 m						
94	6								
									Fin du sondage
	7								

DT25-685 – La Maxe (57) – SCI Lorraine La Maxe – Essais de perméabilité et pose de piézomètres
– Janvier 2026

ÉTUDES DE SOLS DTF GÉOTECHNIQUE		Dossier : DT25-685		SONDAGE : Pz3		Echelle 1/45	
		Chantier : La Maxe (57)		Date : 15/12/2025			
		Client : SCI Moselle la Maxe		Profondeur : 8.00 m			
		Machine : Socomafor 35		Foreur : RV + ArC		Z : 100.10 m	
Cote (m)	Profondeur (m)	Lithologie	Facès	Niveau	Niveau d'eau	Outil	Équipement
100	0	 Limon silteux marron remanié0.20 m	Remblais	1	~\ 3.80 m Avant équipement du forage ~\ 4.10 m Fin de chantier	Tarière mécanique hélicoïdale continue Ø 114 mm	Piézomètre avec bouche à clef hors sol
		 Argile sableuse marron/brun à cailloux et à rares fragments de briques1.20 m					
99	1	 Argile grise à cailloutis et à fragments de briques1.60 m					
		 Argile sableuse marron2.20 m					
98	2						
		 Argile sableuse brune à quelques cailloutis3.30 m					
97	3						
		 Sable argileux brun/marron à cailloux, graviers et à petits galets7.50 m					
96	4						
95	5						
94	6						
93	7						
		 Marne grise8.00 m	Marnes altérées	3		8.00 m	
92	8						Fin du sondage
91	9						

Schémas de pose des piézomètres

POSE DE PIEZOMETRE		ÉTUDES DE SOLS DTF GÉOTECHNIQUE	
PZ n°1	Opérateurs :	RV+ArC	N°Dossier : DT25-685
	Machine :	Socomafor	Lieu : La Maxe
Date : 11/12/2025	Altitude :	100,2	Demandeur : SCI Moselle la Maxe
Nettoyage : Oui Non		Cadenas : Oui Non	
Schémas avec cotes et annotation			
Hors sol → Béton → Sobranite → Tube plein → Tube crépiné → Massif filtrant → Bouchon de fond 0,35 m 0,0 m - 0,2 m - 1,0 m - 0,2 m - 3,80 m - 6,20 m			

POSE DE PIEZOMETRE		ÉTUDES DE SOLS DTF GÉOTECHNIQUE	
PZ n°2	Opérateurs :	RV+ArC	N°Dossier : DT25-685
	Machine :	Socomafor	Lieu : La Maxe
Date : 11/12/2025	Altitude :	100,2	Demandeur : SCI Moselle la Maxe
Nettoyage : Oui Non		Cadenas : Oui Non	
Schémas avec cotes et annotation			
Hors sol			

POSE DE PIEZOMETRE		ÉTUDES DE SOLS DTF GÉOTECHNIQUE	
PZ n°3	Opérateurs :	RV+ArC	N°Dossier : DT25-685
	Machine :	Socomafor	Lieu : La Maxe
Date : 11/12/2025	Altitude :	100,2	Demandeur : SCI Moselle la Maxe
Nettoyage : Oui Non		Cadenas : Oui Non	
Schémas avec cotes et annotation			
Hors sol			



SCI MOSELLE LA MAXE
425 rue Henri Barbusse
BP129
78375 Plaisir Cédex
Lila ELIASSON
07 60 99 53 73
lila.eliasson@ingka.ikea.com

Pompey, le 17/06/2026

N/réf. : **DT26-314**

Localisation : La Maxe (57) – Rue du Trou aux Serpents – Parcelles cadastrées 233, 234 et 241 de la section 07

N/Réf. Études : DT25-685 en mission type ex-G0 daté du 26/01/2025

Objet : Compte-rendu d'essais de perméabilité

Mission : Mission type ex-G0 - Exécutions de sondages, essais et mesures géotechniques

Documents complémentaires : Néant

Madame, Monsieur,

Le 16/06/2026, et suite à votre aimable sollicitation, nous avons procédé à la réalisation de **7 essais** de perméabilité de type PORCHET sur un terrain situé Rue du Trou aux Serpents et correspondant aux parcelles cadastrées 233, 234 et 241 de la section 07 à La Maxe (57).

Ces essais sont notés **PO4 à PO10** sur le plan d'implantation annexé.

Ils ont été disposés au mieux de nos possibilités d'implantation dépendant de la précision des plans fournis, des réseaux enterrés, des retours de DICT et de l'accès à la machine de forage.

Ils ont été descendus à des profondeurs maximales comprises entre **0,8** et **2,0 m** par rapport à la surface topographique du terrain lors de notre intervention (TA).

Ces essais ont été forés à la tarière mécanique hélicoïdale continue et en diamètre 90 mm.

Les niveaux lithologiques rencontrés lors de la foration de ces essais sont :

- **Niveau 1**

Des **Remblais** jusqu'aux profondeurs suivantes :

PO4 : 0,2 m/TA (fin de forage)

PO5 : 1,8 m/TA

PO6 : 1,5 m/TA

PO7 : 2,0 m/TA (fin de forage)

PO8 : 0,8 m/TA (fin de forage)

PO9 : 0,8 m/TA (fin de forage)

PO10 : 0,8 m/TA (fin de forage)

Les **Remblais** (Niveau 1) sont surmontés et/ou confondus avec quelques centimètres d'enrobés (Niveau 0).

- **Niveau 2**

Des **Alluvions** jusqu'aux profondeurs suivantes :

PO5 : 2,0 m/TA (fin de forage)

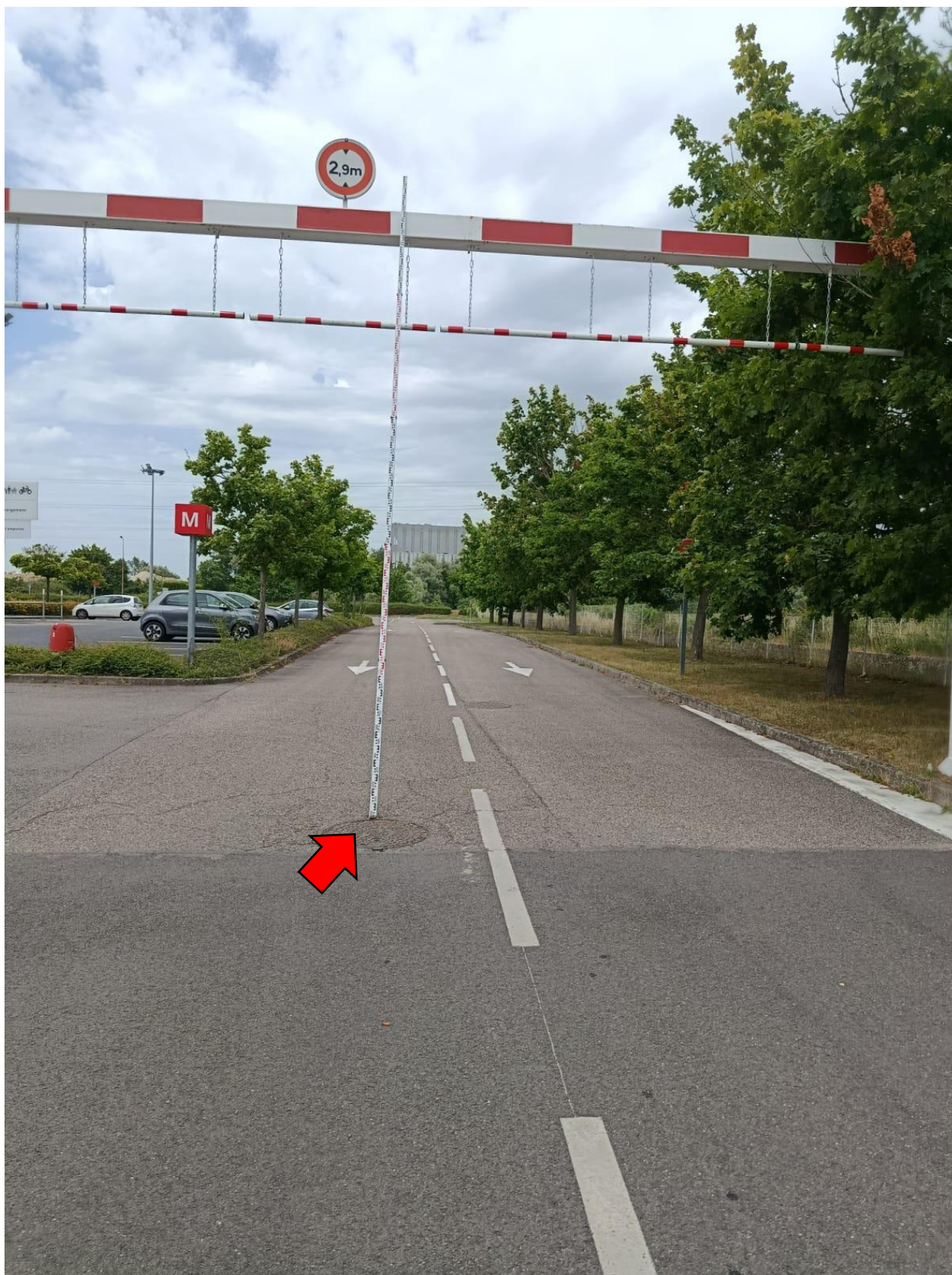
PO6 : 2,0 m/TA (fin de forage)

Aucune venue d'eau n'a été constatée en cours de foration et en fin de forage (avant mise en eau) le **16/02/2025**.

Sans référence topographique précise, les têtes d'ouvrages et d'essais ont été nivelées en altitude locale avec comme de repère fixe **un tampon rond** situé à proximité de notre chantier (altitude locale fictive + 100,0).

L'altitude des têtes d'ouvrages et d'essais sont reportées sur les coupes respectives en annexes avec une précision de +/- 0,2 m.

Repère de nivellement :



Après une saturation systématique en eau de 1h00, et en fin d'essais (+ 60,0 min), le calcul permet de déduire les coefficients de perméabilité suivants :

Essai	Coefficient k (m/s)	Coefficient k (mm/h)
PO4	$8,5 \cdot 10^{-6}$	30,52
PO5	$3,5 \cdot 10^{-6}$	12,57
PO6	$3,3 \cdot 10^{-6}$	11,90
PO7	$4,1 \cdot 10^{-6}$	14,62
PO8	$6,9 \cdot 10^{-6}$	24,76
PO9	$6,6 \cdot 10^{-6}$	23,79
PO10	$3,1 \cdot 10^{-6}$	11,07

Perméabilité et caractéristique de drainage des principaux types de sols												
Coefficient de perméabilité K (en m/s)	10 ⁻¹	10 ⁻²	10 ⁻³	10 ⁻⁴	10 ⁻⁵	10 ⁻⁶	10 ⁻⁷	10 ⁻⁸	10 ⁻⁹	10 ⁻¹⁰	10 ⁻¹¹	10 ⁻¹²
Caractéristiques de drainage	BON						FAIBLE		Pratiquement inexistant			
Classification de perméabilité	HAUTE			MOYENNE		FAIBLE		TRES FAIBLE		IMPERMEABLE		
Type général de sol	Gravillons	Sable propres	Argiles altérées et fissurées					Argiles intactes				
			Sables très fin ou silteux									

Il faudra soumettre ces résultats à un bureau d'étude spécialisé afin de pouvoir dimensionner les futurs systèmes d'infiltration et/ou de rétention des eaux.

La capacité d'infiltration des sols peut varier latéralement mais aussi en fonction de la profondeur. Elle dépend notamment de la nature et de l'argilosité des sols intéressés par l'infiltration.

Nous rappelons qu'il est fortement déconseillé d'infiltrer les eaux au voisinage de constructions fondées superficiellement dans des sols fins (limoneux, silteux), argileux ou à tendance argileuse afin d'éviter de perturber le système hydrique des sols de fondation.

En effet, dans le cas contraire, des désordres de type fissurations en lien avec des mouvements différentiels pourraient apparaître sur les existants.

Une distance conventionnelle de 5,0 m entre les ouvrages et les systèmes d'infiltration est généralement retenue pour assurer l'absence d'impact.

Je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération professionnelle.

PROT Madline
Ingénieure adjointe

TORLINI Dominic
Président - Géotechnicien

Conditions Générales

1. Formation du Contrat

Toute commande par le co-contractant (= le Client -), qui a reçu un devis de la part de DTF Géotechnique, ou l'une quelconque de ses filiales (ci-après le « Prestataire »), quelle qu'en soit la forme (par exemple bon de commande, lettre de commande, ordre d'exécution ou acceptation de devis, sans que cette liste ne soit exhaustive) et ses avenants éventuels, constituent l'acceptation totale et sans réserve des présentes conditions générales par ledit Client, que ce dernier ait contresigné les conditions générales ou non, ou qu'il ait émis des conditions contradictoires. Tout terme de la commande, quelle qu'en soit la forme, et de ses avenants éventuels, qui serait en contradiction avec les présentes conditions générales ou le devis, serait réputé de nul effet et inapplicable, sauf s'il a fait l'objet d'une acceptation écrite expresse non équivoque par le Prestataire. Cette acceptation ne peut pas résulter de l'exécution des Prestations prévues au devis et/ou à la commande, quelle qu'en soit la forme, et/ou avenant éventuel, ou de l'absence de réponse du Prestataire sur ledit terme.

Les présentes conditions générales prévalent sur toutes autres conditions y compris contenues dans la commande (quelle que soit sa forme) du Client ou dans les accusés de réception des échanges de données informatisés, sur portail électronique, dans la gestion électronique des achats ou dans les courriers électroniques du Client. Aucune exception ou dérogation n'est applicable sauf si elle est émise par le Prestataire ou acceptée expressément, préalablement et de manière non équivoque par écrit par le Prestataire. A ce titre, toute condition de la commande ne peut être considérée comme acceptée qu'après accord écrit exprès et non-équivoque du Prestataire. Le contrat est constitué par le dernier devis émis par le Prestataire, les présentes conditions générales, la commande ou l'acceptation de devis ou lettre de commande du Client et, à titre accessoire et complémentaire les conditions de la commande expressément acceptées et spécifiquement indiquées par écrit par le Prestataire comme acceptées (le « Contrat »).

2. Entrée en vigueur

Le Contrat n'entrera en vigueur qu'à la réception par le Prestataire de l'acompte prévu au Contrat ou suivant les conditions particulières du devis, ou, le cas échéant, de l'accusé de réception de commande et/ou de réception de paiement émis par le Prestataire. Sauf disposition contraire des conditions particulières du devis, les délais d'exécution par le Prestataire de ses obligations au titre du Contrat commenceront quinze (15) jours ouvrés après la date d'entrée en vigueur du Contrat. A ces délais s'ajoutent les délais d'intervention tributaires du degré d'activité au moment de signature de la lettre de commande.

3. Prix

Les prix sont établis aux conditions économiques en vigueur à la date d'établissement du devis. Préalablement au Contrat, les prix sont valables selon la durée mentionnée au devis et au maximum pendant six (6) mois à compter de la date du devis. A l'entrée en vigueur du Contrat, les prix sont fermes et définitifs pour une durée de six (6) mois mis à jour éventuellement tous les six (6) mois en fonction des barèmes en vigueur.

Les prix mentionnés dans le Contrat ou le devis ne comprennent pas les taxes sur les droits, les prélèvements, les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits de douane et d'importation, les surtaxes, les droits de timbre, les impôts retenus à la source et toutes les autres taxes similaires qui peuvent être imposées au Prestataire, à ses employés, à ses sociétés affiliées et/ou à ses représentants, dans le cadre de l'exécution du Contrat (les « Impôts »), qui seront supportés par le Client en supplément des prix indiqués. Le Prestataire restera toutefois responsable du paiement de tous les impôts applicables en France.

Au cas où le Prestataire serait obligé de payer l'un des impôts mentionnés ci-dessus, le Client remboursera le Prestataire dans les trente (30) jours suivant la réception des documents correspondants justifiant le paiement de celui-ci. Au cas où ce remboursement serait interdit par toute législation applicable, le Prestataire aura le droit d'augmenter les prix indiqués dans le devis ou spécifiés dans le Contrat du montant des impôts réellement supportés.

Sauf indication contraire dans le devis, les prix des Prestations relatifs à des quantités à réaliser, quelle qu'en soit l'unité (notamment sans que cela ne soit exhaustif, profondeurs, mètres linéaires, nombre d'essais, etc) ne sont que des estimatifs sur la base des informations du Client, en conséquence seules les quantités réellement réalisées seront facturées sur la base des prix unitaires du Contrat.

4. Obligations générales du Client

4.1 Le terme « Prestations » désigne exclusivement les prestations énumérées dans le devis du Prestataire comme étant comprises dans le devis à la charge du Prestataire. Toute prestation non comprise dans les Prestations, ou dont le prix unitaire n'est pas indiqué au Contrat, fera l'objet d'un prix nouveau à négocier.

4.2 Par référence à la norme NF P 94-500, il appartient au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à toute entreprise de faire réaliser impérativement par des ingénieries compétentes chacune des missions géotechniques (successivement G1, G2, G3 et G4 et les investigations associées) pour suivre toutes les étapes d'élaboration et d'exécution du projet. Si la mission d'investigation est commandée seule, elle est limitée à l'exécution matérielle de sondages et à l'établissement d'un compte rendu factuel sans interprétation (ex-G0) et elle exclut toute activité d'étude, d'ingénierie ou de conseil, ce que le Client reconnaît et accepte expressément. La mission de diagnostic géotechnique G5 engage le géotechnicien uniquement dans le cadre strict des objectifs ponctuels fixés et acceptés expressément par écrit.

4.3 Sauf disposition contraire expresse du devis, le Client obtiendra à ses propres frais, dans un délai permettant le respect du délai d'exécution du Contrat, tous les permis et autorisations d'importation nécessaires pour l'importation des matériels et équipements et l'exécution des Prestations dans le pays où les matériels et équipements doivent être livrés et où les Prestations doivent être exécutées. En plus de ce qui précède et sauf à ce que l'une ou plusieurs des obligations suivantes soient expressément et spécifiquement intégrées aux Prestations et au bordereau de prix, le Client devra également, notamment, sans que cela ne soit exhaustif :

- Payer au Prestataire les Prestations conformément aux conditions du Contrat ;
- Communiquer en temps utile toutes les informations et/ou documentations nécessaires pour l'exécution du Contrat et notamment, mais pas seulement, tout élément qui lui paraîtrait de nature à compromettre la bonne exécution des Prestations ou devant être pris en compte par le Prestataire ;
- Permettre un accès libre et rapide au Prestataire à ses locaux et/ou au site où sont réalisées les Prestations y compris pour la livraison des matériels et équipements nécessaires à la réalisation des Prestations et notamment, mais pas seulement, les machines de forage ;
- Approuver tous les documents du Prestataire conformément au devis et à défaut dans un délai de deux jours au plus ;
- Préparer ses installations pour l'exécution du Contrat, et notamment, sans que cela ne soit exhaustif, décider et préparer les implantations des forages, fournir eau et électricité, et veiller, le Client étant toujours responsable de ses installations, à ce que le Prestataire dispose en permanence de toutes les ressources nécessaires pour exécuter le Contrat,

sauf accord spécifique contraire dans le Contrat. Si le Personnel du Client est tenu d'exécuter un travail lié au Contrat incluant, mais sans s'y limiter, l'assemblage ou l'installation d'équipements, ce personnel sera qualifié et restera en permanence sous la responsabilité du Client. Le Client conservera le droit exclusif de diriger et de superviser le travail quotidien de son personnel. Dans ce cas, le Prestataire ne sera en aucun cas responsable d'une négligence ou d'une faute du personnel du Client dans l'exécution de ses tâches, y compris les conséquences que cette négligence ou faute peut avoir sur le Contrat. Par souci de clarté, tout sous-traitant du Prestataire imposé ou choisi par le Client restera sous l'entière responsabilité du Client ;

- Fournir, conformément aux articles R.554-1 et suivants du même chapitre du code de l'environnement, à sa charge et sous sa responsabilité, l'implantation des réseaux privés, la liste et l'adresse des exploitants des réseaux publics à proximité des travaux, les plans, informations et résultats des investigations complémentaires consécutifs à sa Déclaration de projet de Travaux (DT). Ces informations sont indispensables pour permettre les éventuelles déclarations d'intentions de commencement de travaux (DICT) (le délai de réponse, est de 7 à 15 jours selon les cas, hors jours fériés) et pour connaître l'environnement du projet. En cas d'incertitude ou de complexité pour la localisation des réseaux sur le domaine public, il pourra être nécessaire de faire réaliser, à la charge du Client, des fouilles manuelles, de la détection ou des avant-trous à la pelle mécanique pour les repérer. Les conséquences et la responsabilité de toute détérioration de ces réseaux par suite d'une mauvaise communication sont à la charge exclusive du Client.
- Déclarer aux autorités administratives compétentes tout forage réalisé, notamment, sans que cela ne soit exhaustif, de plus de 10 m de profondeur ou lorsqu'ils sont destinés à la recherche, la surveillance ou au prélèvement d'eaux souterraines (piézomètres notamment).

4.4 La responsabilité du Prestataire ne saurait être engagée en aucun cas pour quelque dommage que ce soit à des ouvrages publics ou privés (notamment, à titre d'exemple, des ouvrages, canalisations enterrés) dont la présence et l'emplacement précis ne lui auraient pas été signalés par écrit préalablement à l'émission du dernier devis et intégrés au Contrat.

5. Obligations générales du Prestataire

Le Prestataire devra :

- Exécuter avec le soin et la diligence requis ses obligations conformément au Contrat, toujours dans le respect des spécifications techniques et du calendrier convenus entre les Parties par écrit ;
- Respecter toutes les règles internes et les règles de sécurité raisonnables qui sont communiquées par le Client par écrit et qui sont applicables dans les endroits où les Prestations doivent être exécutées par le Prestataire ;
- S'assurer que son personnel reste à tout moment sous sa supervision et direction et exercer son pouvoir de contrôle et de direction sur ses équipes ;
- Procéder selon les moyens actuels de son art, à des recherches consciencieuses et à fournir les indications qu'on peut en attendre, étant entendu qu'il s'agit d'une obligation de moyen et en aucun cas d'une obligation de résultat ou de moyens renforcés ;
- Faire en sorte que son personnel localisé dans le pays de réalisation des Prestations respecte les lois dudit pays.

Le Prestataire n'est solidaire d'aucun autre intervenant sauf si la solidarité est explicitement prévue et expressément agréée dans le devis et dans ce cas la solidarité ne s'exerce que sur la durée de réalisation sur site du Client du Contrat.

En cas d'intervention du Prestataire sur site du Client, si des éléments de terrain diffèrent des informations préalables fournies par le Client, le Prestataire peut à tout moment décider que la protection de son personnel n'est pas assurée ou adéquate et suspendre ses Prestations jusqu'à ce que les mesures adéquates soient mises en œuvre pour assurer la protection du personnel, par exemple si des traces de pollution sont découvertes ou révélées. Une telle suspension sera considérée comme un Imprévu, tel que défini à l'article 14 ci-dessous.

6. Délais de réalisation

A défaut d'engagement précis, ferme et expresse du Prestataire dans le devis sur une date finale de réalisation ou une durée de réalisation fixe et non soumise à variations, les délais d'intervention et d'exécution données dans le devis sont purement indicatifs et, notamment du fait de la nature de l'activité du Prestataire, dépendante des interventions du Client ou de tiers, ne sauraient en aucun cas engager le Prestataire. Les délais de réalisation sont soumis aux ajustements tels qu'indiqués au Contrat. A défaut d'accord exprès spécifique contraire, il ne sera pas appliqué de pénalités de retard. Nonobstant toute clause contraire, les pénalités de retard, si elles sont prévues, sont plafonnées à un montant total maximum et cumulé pour le Contrat de 5% du montant total HT du Contrat.

Le Prestataire réalise le Contrat sur la base des informations communiquées par le Client. Ce dernier est seul responsable de l'exactitude et de la complétude de ces données et transmettra au Prestataire toute information nécessaire à la réalisation des Prestations. En cas d'absence de transmission, d'inexactitude de ces données ou d'absence d'accès aux site(s) d'intervention, quelles que soient les hypothèses que le Prestataire a pu prendre, notamment en cas d'absence de données ou d'accès, le Prestataire est exonéré de toute responsabilité et les délais de réalisation sont automatiquement prolongés d'une durée au moins équivalente à la durée de correction de ces données et de reprise des Prestations correspondantes.

7. Formalités, autorisations et accès, obligations d'information, dégâts aux ouvrages et cultures

A l'exception d'un accord contraire dans les conditions spécifiques du devis ou dans les cas d'obligations législatives ou réglementaires non transférables par convention à la charge du Prestataire, toutes les démarches et formalités administratives ou autres, pour l'obtention des autorisations et permis de pénétrer sur les lieux et/ou d'effectuer les Prestations sont à la charge du Client. Le Client doit obtenir et communiquer les autorisations requises pour l'accès du personnel et des matériels nécessaires au Prestataire en toute sécurité dans l'enceinte des propriétés privées ou sur le domaine public. Le Client doit également fournir tous les documents et informations relatifs aux dangers et aux risques de toute nature, notamment sans que cela ne soit exhaustif, ceux cachés, liés aux réseaux, aux obstacles enterrés, à l'histoire du site et à la pollution des sols, sous-sols et des nappes. Le Client communiquera les règles pratiques que les intervenants doivent respecter en matière de santé, sécurité, hygiène et respect de l'environnement. Il assure également en tant que de besoin la formation du personnel, notamment celui du Prestataire, sur les règles propres à son site, avant toute intervention sur site. Le Client sera responsable de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non-consécutif, résultant des événements mentionnés au présent paragraphe et qui n'aurait pas été mentionné au Prestataire.

Lorsque les Prestations consistent à mesurer, relever voire analyser ou traiter des sols pollués, le Prestataire a l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour protéger son personnel dans la réalisation desdites Prestations, sur la base des données fournies par le Client. Les forages et investigations de sols et sous-sols peuvent par nature entraîner des dommages sur le site en ce compris tout chemin d'accès, en particulier sur la végétation, les cultures et les ouvrages existants, sans qu'il y ait négligence ou faute de la part du Prestataire. Ce dernier n'est en aucun cas tenu de remettre en état ou réparer ces dégâts, sauf si la remise en état et/ou les réparations font partie des Prestations, et n'est en aucun cas tenu d'indemniser le Client ou les tiers pour lesdits dommages inhérents à la réalisation des Prestations.

8. Implantation, nivellement des sondages

A l'exception des cas où l'implantation des sondages fait partie des Prestations à réaliser par le Prestataire, ce dernier est exonéré de toute responsabilité dans les événements consécutifs à ladite implantation et est tenu indemne des conséquences liées à la décision d'implantation, tels que notamment, sans que cela ne soit exhaustif, le retard de réalisation, les surcoûts et/ou la perte de forage. Les Prestations ne comprennent pas les implantations topographiques permettant de définir l'emprise des ouvrages et zones à étudier ni la mesure des coordonnées précises des points de sondages ou d'essais. Les éventuelles altitudes indiquées pour chaque sondage (qu'il s'agisse de cotes de références rattachées à un repère arbitraire ou de cotes NGF) ne sont données qu'à titre indicatif. Seules font foi les profondeurs mesurées depuis le sommet des sondages et comptées à partir du niveau du sol au moment de la réalisation des essais.

9. Hydrogéologie - Géotechnique

9.1 Les niveaux d'eau indiqués dans le rapport final d'exécution des Prestations correspondent uniquement aux niveaux relevés au droit des sondages exécutés et au moment précis du relevé. En dépit de la qualité de l'étude les aléas suivants subsistent, notamment la variation des niveaux d'eau en relation avec la météo ou une modification de l'environnement des études et Prestations. Seule une étude hydrogéologique spécifique permet de déterminer les amplitudes de variation de ces niveaux et les PHC (Plus Hautes Eaux Connues).

9.2 L'étude géotechnique s'appuie sur les renseignements reçus concernant le projet, sur un nombre limité de sondages et d'essais, et sur des profondeurs d'investigation limitées qui ne permettent pas de lever toutes les incertitudes inévitables à cette science naturelle. En dépit de la qualité de l'étude, des incertitudes subsistent du fait notamment du caractère ponctuel des investigations, de la variation d'épaisseur des remblais et/ou des différentes couches, de la présence de vestiges enterrés et de bien d'autres facteurs tels que la variation latérale de faciès. Les conclusions géotechniques ne peuvent donc conduire à traiter à forfait lesdites fondations compte tenu d'une hétérogénéité, naturelle ou du fait de l'homme, toujours possible et des aléas d'exécution pouvant survenir lors de la découverte des terrains. Si un caractère évolutif particulier a été mis en lumière (notamment à titre d'exemple glissement, érosion, dissolution, remblais évolutifs, tourbe), l'application des recommandations du rapport nécessite une actualisation à chaque étape du projet notamment s'il s'écoule un laps de temps important avant l'étape suivante.

9.3 L'estimation des quantités des ouvrages géotechniques nécessite, une mission d'étude géotechnique de conception G2 (phase projet). Les éléments géotechniques non découlant de l'étude et mis en évidence lors de l'exécution (pouvant avoir une incidence sur les conclusions du rapport) et les incidents importants survenus au cours des travaux (notamment glissement, dommages aux avoisinants ou aux existants) doivent obligatoirement être portés à la connaissance du Prestataire ou signalés aux géotechniciens chargés des Prestations de suivi géotechnique d'exécution G3 et de supervision géotechnique d'exécution G4, afin que les conséquences sur la conception géotechnique et les conditions d'exécution soient analysées par un homme de l'art.

10. Pollution - dépollution

Lorsque l'objet de la Prestation est le diagnostic ou l'analyse de la pollution de sols et/ou sous-sols, ou l'assistance à la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'œuvre de prestations de dépollution, le Client devra désigner un coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé sur le site (SPS), assister le Prestataire pour l'obtention des autorisations nécessaires auprès des autorités compétentes, fournir au Prestataire toute information (notamment visite sur site, documents et échantillons) nécessaire à l'obtention des Certificats d'Acceptation Préalable de Déchets ainsi que pour l'obtention des autorisations nécessaires au transport, au traitement et à l'élimination des terres, matériaux, effluents, rejets, déchets et plus généralement de toute substance polluante.

Sauf s'il s'agit de l'objet des Prestations tel que précisé au devis, notre devis est réalisé sur la base d'un site sur lequel il n'existe aucun danger potentiel lié à la présence de produits radioactifs.

Les missions d'assistance à maîtrise d'œuvre ou de maîtrise d'œuvre seront exercées conformément à l'objectif de réhabilitation repris dans le devis. A défaut d'une telle définition d'objectif, ces missions ne pourront commencer.

11. Rapport de mission, réception des Prestations par le Client

Sauf disposition contraire du Contrat et sous réserve des présentes conditions générales, la remise du dernier document à fournir dans le cadre des Prestations marque la fin de la réalisation des Prestations. La fin de la réalisation des Prestations sur site du Client est marquée par le départ autorisé du personnel du Prestataire du site. L'approbation du dernier document fourni dans le cadre des Prestations doit intervenir au plus tard deux semaines après sa remise au Client. A défaut de rejet explicite et par écrit par le Client dans ce délai, le document sera considéré comme approuvé. L'émission de commentaires ne vaut pas rejet et n'interrompt pas le délai d'approbation. Le Prestataire répondra aux commentaires dans les dix (10) jours de leur réception. A défaut de rejet explicite et par écrit par le Client dans les cinq (5) jours de la réception des réponses aux commentaires ou du document modifié, le document sera considéré comme approuvé. Si le Client refuse le document et que le document n'est toujours pas approuvé deux (2) mois après sa remise initiale, les Parties pourront mettre en œuvre le processus de règlement des litiges tel que défini au Contrat. A défaut de mise en œuvre de ce processus, le rapport sera considéré comme approuvé définitivement trois mois après la date de sa remise initiale au Client.

12. Réserve de propriété, confidentialité

Les coupes de sondages, plans et documents établis par le Prestataire dans le cadre des Prestations ne peuvent être utilisés, publiés ou reproduits par des tiers sans son autorisation. Le Client ne peut pas les utiliser pour d'autres ouvrages sans accord écrit préalable exprès du Prestataire. Le Client s'engage à maintenir confidentielle et à ne pas utiliser pour tout autre objectif que celui prévu au Contrat ou pour le compte de tiers, toute information se rapportant au savoir-faire, techniques et données du Prestataire, que ces éléments soient brevetés ou non, dont le Client a pu avoir connaissance au cours des Prestations ou qui ont été acquises ou développées par le Prestataire au cours du Contrat, sauf accord préalable écrit exprès du Prestataire.

13. Propriété intellectuelle

Si dans le cadre du Contrat, le Prestataire met au point, développe ou utilise une nouvelle technique, celle-ci est et/ou reste sa propriété exclusive. Le Prestataire est libre de déposer tout brevet s'y rapportant. Le Prestataire est titulaire des droits d'auteur et de propriété sur les résultats et/ou données comprises, relevés ou utilisés dans les ou, au cours des, Prestations et/ou développés, générés, compilés et/ou traités dans le cadre du Contrat. Le Prestataire concède au Client, sous réserve qu'il remplisse ses obligations au titre du Contrat, un droit non exclusif de reproduction des documents remis dans le cadre des Prestations pour la seule utilisation des besoins de l'exploitation, la maintenance et l'entretien du site Client concerné.

En cas de reproduction des documents remis par le Prestataire dans le cadre des Prestations, le Client s'engage à indiquer la source en portant sur tous les documents diffusés intégrant lesdits documents du Prestataire, quelle que soit leur forme, la mention suivante en caractères apparents : - source originelle : Groupe DTF Géotechnique - date du document : JJ/MM/AAAA - sans que ces

mentions ne puissent être interprétées comme une quelconque garantie donnée par le Prestataire. Le Client s'engage à ce que tout tiers à qui il aurait été dans l'obligation de remettre l'un ou les documents, se conforme à l'obligation de citation de la source originelle telle que prévue au présent article.

14. Modifications du contenu des Prestations en cours de réalisation

La nature des Prestations et des moyens à mettre en œuvre, les prévisions des avancements et délais, ainsi que les prix sont déterminés en fonction des éléments communiqués par le Client et ceux recueillis lors de l'établissement du devis. Des conditions imprévisibles par le Prestataire au moment de l'établissement du devis touchant à la géologie et éléments de terrains et découvertes imprévues, aux hypothèses de travail, au projet et à son environnement, à la législation et aux règlements, à des événements imprévus, survenant au cours de la réalisation des Prestations (l'ensemble désigné par les « Imprévus ») pourront conduire le Prestataire à proposer au Client un ou des avenant(s) avec notamment application des prix du bordereau du devis, ou en leur absence, de nouveau prix raisonnables et des délais de réalisation mis à jour. A défaut d'un refus écrit exprès du Client dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception de la proposition d'avenant ou de modification des Prestations, ledit avenant ou modification des Prestations devient pleinement effectif et le Prestataire est donc rémunéré du prix de cet avenant ou de cette modification des Prestations, en sus. En cas de refus écrit exprès du Client, le Prestataire est en droit de suspendre immédiatement l'exécution des Prestations jusqu'à confirmation écrite exprès du Client des modalités pour traiter de ces Imprévus et accord des deux Parties sur lesdites modalités. Les Prestations réalisées à cette date sont facturées et rémunérées intégralement, sans que le Client ne puisse faire état d'un préjudice. Le temps d'immobilisation du personnel du Prestataire est rémunéré selon le prix unitaire indiqué dans le bordereau de prix du devis. Dans l'hypothèse où le Prestataire notifie qu'il est dans l'impossibilité d'accepter les modalités de traitement des Imprévus telles que demandées par le Client, ce dernier aura le droit de résilier le Contrat selon les termes prévus à l'article 19.2 (Résiliation). Le Prestataire étant seul habilité à déterminer les informations nécessaires à l'établissement de ses rapports d'ingénierie, celui-ci pourra arbitrairement et sans en informer le Client modifier la quantité, la profondeur et la nature des investigations en cas de survenus d'aléas géotechniques divers sans que cela soit considéré comme faute ou négligence. Dans ce cas de figure, aucun surcoût ne peut être infligé au Client sauf d'un commun accord écrit (mail, courrier, messages électroniques).

15. Modifications du projet après fin de mission, délai de validité du rapport

Le rapport de fin de mission, quel que soit son nom, constitue une synthèse des Prestations telle que définie au Contrat. Ce rapport et ses annexes forment un ensemble indissociable. Toute interprétation, reproduction partielle ou totale, ou utilisation par un autre maître de l'ouvrage, un autre constructeur ou maître d'œuvre, ou conseil desdits maître d'ouvrage, constructeur ou maître d'œuvre pour un projet différent de celui objet du Contrat est interdite et ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prestataire à quelque titre que ce soit. La responsabilité du Prestataire ne saurait être engagée en dehors du cadre de la mission objet du rapport. Toute modification apportée au projet, au site, à l'ouvrage et/ou à son environnement non révélée expressément au Prestataire lors de la réalisation des Prestations ou dont il lui a été demandé de ne pas tenir compte, rend le rapport caduc, dégage la responsabilité du Prestataire et engage celle du Client. Le Client doit faire actualiser le dernier rapport émis dans le cadre du Contrat en cas d'ouverture du chantier (pour lequel le rapport a été émis) plus d'un an après remise dudit rapport. Il est de même notamment en cas de travaux de terrassements, de démolition ou de réhabilitation du site (à la suite d'une contamination des terrains et/ou de la nappe) modifiant entre autres les qualités mécaniques, les dispositions constructives et/ou la répartition de tout ou partie des sols sur les emprises concernées par l'étude géotechnique.

16. Force Majeure

Le Prestataire ne sera pas responsable, de quelque manière que ce soit, de la non-exécution ou du retard d'exécution de ses obligations à la suite d'un événement de Force Majeure. La Force Majeure sera définie comme un événement qui empêche l'exécution totale ou partielle du Contrat et qui ne peut être surmonté en dépit des efforts raisonnables de la part de la Partie affectée, qui lui est extérieure. La Force Majeure inclura, notamment les événements suivants : catastrophes naturelles ou climatiques, pénurie de main d'œuvre qualifiée ou de matières premières, incidents majeurs affectant la production des agents ou sous-traitants du Prestataire, actes de guerre, de terrorisme, sabotages, embargos, insurrections, émeutes ou attentats à l'ordre public, intempéries.

Tout événement de Force Majeure sera notifié par écrit à l'autre Partie dès que raisonnablement possible. Si l'événement de Force Majeure se poursuit pendant plus de deux (2) mois et que les Parties ne se sont pas mises d'accord sur les conditions de poursuite du Contrat, l'une ou l'autre des Parties aura le droit de résilier le Contrat, sur préavis écrit d'au moins trente (30) jours adressé à l'autre Partie, auquel cas la stipulation de la clause de résiliation du Contrat s'appliquera.

Quand l'événement de Force Majeure aura cessé de produire ses effets, le Prestataire reprendra l'exécution des obligations affectées dès que possible. Le délai de réalisation sera automatiquement prolongé d'une période au moins équivalente à la durée réelle des effets de l'événement de Force Majeure. Tous frais supplémentaires raisonnablement engagés par le Prestataire suite à l'événement de Force Majeure seront remboursés par le Client au Prestataire contre présentation de la preuve de paiement associée et de la facture correspondante.

17. Conditions de paiement, acompte, retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est appliquée sur les paiements des Prestations. Dans le cas où le Contrat nécessite une intervention d'une durée supérieure à un mois, des factures mensuelles intermédiaires sont établies et envoyées par le Prestataire pour paiement par le Client. Les paiements interviennent à réception et sans escompte. L'acompte dont le montant est défini dans les conditions particulières du devis est déduit de la facture ou décompte final(e).

En cas de sous-traitance par le Client au Prestataire dans le cadre d'un ouvrage public, les factures du Prestataire sont réglées directement et intégralement par le maître d'ouvrage, conformément à la loi n° 75-1334 du 31/12/1975.

En l'absence de paiement au plus tard le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture, il sera appliqué à compter dudit jour et de plein droit, un intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de 10 points de pourcentage. Cette pénalité sera exigible sans qu'un rappel ou mise en demeure soit nécessaire à compter du jour suivant la date de règlement figurant sur la facture.

En sus de ces pénalités de retard, le Client sera redevable de plein droit des frais de recouvrement exposés ou d'une indemnité forfaitaire de 40 €.

Si la carence du Client rend nécessaire un recouvrement contentieux, le Client s'engage à payer, en sus du principal, des frais, dépens et émoluments ordinaires et légalement à sa charge et des dommages-intérêts éventuels, une indemnité fixée à 15% du montant TTC de la créance avec un minimum de 500 euros. Cette indemnité est due de plein droit, sans mise en demeure préalable, du seul fait du non-respect de la date de paiement. Les Parties reconnaissent expressément qu'elle constitue une évaluation raisonnable de l'indemnité de recouvrement et de l'indemnisation des frais de recouvrement.

Un désaccord quelconque dans le cadre de l'exécution des Prestations ne saurait en aucun cas constituer un motif de non-paiement des Prestations réalisées et non soumises à contestation précise et documentée. La compensation est formellement exclue. En conséquence, le Client s'interdit de déduire le montant des préjudices qu'il allègue du prix des Prestations facturée ou de retenir les paiements.

18. Suspension

L'exécution du Contrat ne peut être suspendue par le Prestataire que dans les cas suivants :

- (i) En cas d'imprévu,
- (ii) En cas de violation par le Client d'une ou plusieurs de ses obligations contractuelles,
- (iii) En cas de Force Majeure.

Quand l'un des événements mentionnés ci-dessus se produit, le Prestataire a le droit de notifier au Client son intention de suspendre l'exécution du Contrat. Dans ce cas, le délai de réalisation sera prolongé d'une période équivalente à la durée de cette suspension et tous les frais associés engagés par le Prestataire suite à cette suspension seront remboursés par le Client contre présentation des preuves de paiement associées, en ce compris l'indemnité d'immobilisation au taux prévu au devis. Le Prestataire peut soumettre la reprise des obligations suspendues au remboursement par le Client au Prestataire des sommes mentionnées ci-dessus.

Si l'exécution du Contrat est suspendue pendant une période de plus de deux (2) mois, le Prestataire aura le droit de résilier le Contrat immédiatement sur préavis écrit d'au moins trente (30) jours, auquel cas les stipulations de l'article « Résiliation » (19.2 et suivants) du Contrat s'appliqueront. À partir du moment où les obligations du Prestataire ou le Contrat sont suspendus pendant une durée égale ou supérieure à deux (2) mois, les Prestations seront considérées comme finies et acceptées par le Client.

19. Résiliation

Toute procédure de résiliation est obligatoirement précédée d'une tentative de négociation et résolution amiable du différend.

19.1 Résiliation pour manquement

Si l'une des Parties commet une violation substantielle du Contrat, l'autre Partie peut demander, par écrit, que la Partie défaillante respecte les conditions du Contrat. Si dans un délai de trente (30) jours, ou dans un autre délai dont les Parties auront convenu, après la réception de cette demande, la Partie défaillante n'a pas pris de mesures satisfaisantes pour respecter le Contrat, la Partie non défaillante peut, sans préjudice de l'exercice des autres droits ou recours dont elle peut disposer, résilier le Contrat en remettant à la Partie défaillante une notification écrite à cet effet.

19.2 Résiliation pour insolvabilité ou événement similaire ou après suspension prolongée

Si l'une ou l'autre des Parties est en état de cessation des paiements ou devient incapable de répondre à ses obligations financières, ou après une suspension supérieure à deux (2) mois, l'autre Partie peut, sans préjudice de l'exercice des autres droits ou recours dont elle peut disposer, résilier le Contrat en remettant à la première Partie une notification à cet effet. Cette résiliation entrera en vigueur à la date où ladite notification de résiliation est reçue par la première Partie.

19.3 Indemnisation pour résiliation

En cas de résiliation du Contrat en totalité ou en partie par le Client ou le Prestataire, conformément aux stipulations des Articles 19.1 ou 19.2, le Client paiera au Prestataire :

- (i) Le solde du prix des Prestations exécutées conformément au Contrat, à la date de résiliation non encore payées, et
- (ii) Les coûts réellement engagés par le Prestataire jusqu'à la date de résiliation pour la réalisation des Prestations y compris si certaines Prestations ne sont pas terminées,
- (iii) les coûts engagés par le Prestataire suite à la résiliation, y compris, mais sans s'y limiter, tous les frais liés à l'annulation de ses contrats de sous-traitance ou de ses contrats avec ses propres fournisseurs et les frais engagés pour toute suspension prolongée (le cas échéant), et
- (iv) un montant raisonnable pour compenser les frais administratifs et généraux du Prestataire du fait de la résiliation, qui ne sera en aucun cas inférieur à quinze (15) pour cent du prix des Prestations restant à effectuer à la date de résiliation.

En cas de résiliation du Contrat due à un événement de Force Majeure conformément à l'Article 16, le Client paiera au Prestataire les montants mentionnés aux alinéas (i), (ii) et (iii) ci-dessus et tous les autres frais raisonnables engagés par le Prestataire suite à l'événement de Force Majeure et à la suspension associée.

19.4 Effets de la résiliation

La résiliation du Contrat en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit, n'affectera pas les stipulations du présent article et des articles concernant la propriété intellectuelle, la confidentialité, la limitation de responsabilité, le droit applicable et le règlement des différends.

20. Répartition des risques, responsabilités

20.1 Le Prestataire n'est pas tenu d'avertir son Client sur les risques encourus déjà connus ou ne pouvant être ignorés du Client compte-tenu de sa compétence. Le devoir de conseil du Prestataire vis-à-vis du Client ne s'exerce que dans les domaines de compétence requis pour l'exécution des Prestations spécifiquement confiées. Tout élément nouveau connu du Client après la fin de la réalisation des Prestations doit être communiqué au Prestataire qui pourra, le cas échéant, proposer la réalisation d'une prestation complémentaire. À défaut de communication des éléments nouveaux ou d'acceptation de la prestation complémentaire, le Client en assumera toutes les conséquences. En aucun cas, le Prestataire ne sera tenu pour responsable des conséquences d'un non-respect de ses préconisations ou d'une modification de celles-ci par le Client pour quelque raison que ce soit. L'attention du Client est attirée sur le fait que toute estimation de quantités faite à partir des données obtenues par prélèvements ou essais ponctuels sur le site objet des Prestations possède une représentativité limitée et donc incertaine par rapport à l'ensemble du site pour lequel elles seraient extrapolées.

20.2 Le Prestataire est responsable des dommages qu'il cause directement par l'exécution de ses Prestations, dans les conditions et limites du Contrat. À ce titre, il est responsable de ses Prestations dont la défectuosité lui est imputable.

20.3 Le Prestataire sera garanti et indemnisé en totalité par le Client contre tous recours, demandes, actions, procédures, recherches en responsabilité de toute nature de la part de tiers au Contrat à l'encontre du Prestataire du fait des Prestations.

21. Assurances

L'entreprise est couverte auprès de la SMABTP de toutes ses obligations et responsabilités au regard des dispositions des articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code civil et L.241.1 du Code des assurances et possède à cet effet toutes les attestations d'assurances y afférentes.

Le client s'engage à fournir au prestataire l'ensemble des éléments de nature à permettre au prestataire d'appréhender la date de début du chantier (DOC), le coût du chantier (coût HT des travaux et honoraires) et la nature technique des travaux (CCTP, ordre de services, plans...) Il est rappelé qu'au-delà de 15 M euros, il est rappelé qu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) peut être mis en place par le client ou la partie la plus diligente, contra dans lequel le Prestataire sera expressément mentionné parmi les bénéficiaires.

Par ailleurs, les ouvrages à caractère exceptionnel, voir inhabituel sont exclus du contrat d'assurance en vigueur et doivent faire l'objet d'une cotation particulière qui restera à la charge du client.

22. Changement de lois

Si à tout moment après la date du devis du Prestataire au Client, une loi, un règlement, une norme ou une méthode entre en vigueur ou change, et si cela augmente le coût de réalisation des Prestations, ou si cela affecte plus généralement l'une des conditions du Contrat, tel que, mais sans que ce ne soit limitatif, le délai de réalisation ou les garanties, le prix du Contrat sera ajusté en fonction de l'augmentation des coûts subie par le Prestataire du fait de ce changement et supporté par le Client. Les autres conditions du Contrat affectées seront ajustées de bonne foi pour refléter ce/ces changement(s).

23. Interprétation, langue

En cas de contradiction ou de conflit entre les termes des différents documents composant le Contrat tel qu'indiqué en article 1, les documents prévalent l'un sur l'autre dans l'ordre dans lequel ils sont énoncés audit article 1. Sauf clause contraire spécifique dans le devis, tout rapport et/ou document objet des Prestations sera fourni en français. Les titres des articles des présentes conditions générales n'ont aucune valeur juridique ni interprétative.

24. Cessibilité de Contrat, non-renonciation

Le Contrat ne peut être cédé, en tout ou en partie, par le Client ou le Prestataire à un tiers sans le consentement exprès, écrit, préalable de l'autre Partie. La sous-traitance par le Prestataire n'est pas considérée comme une cession au titre du présent article. Le fait que le Prestataire ne se prévale pas à un moment donné de l'une quelconque des stipulations du Contrat et/ou tolère un manquement par le Client à l'une quelconque des obligations visées dans le Contrat ne peut en aucun cas être interprété comme valant renonciation par le Prestataire à se prévaloir ultérieurement de l'une quelconque desdites stipulations.

25. Divisibilité

Si une stipulation du Contrat est jugée par une autorité compétente comme nulle et inapplicable en totalité ou en partie, la validité des autres stipulations du Contrat et le reste de la stipulation en question n'en sera pas affectée. Le Client et le Prestataire remplaceront cette stipulation par une stipulation aussi proche que possible de la stipulation rendue invalide, produisant les mêmes effets juridiques que ceux initialement prévus par le Client et le Prestataire.

26. Litiges - Attribution de juridiction

LE PRÉSENT CONTRAT EST SOUMIS AU DROIT FRANÇAIS ET TOUT LITIGE RELATIF AUDIT CONTRAT (SA VALIDITÉ, SON INTERPRÉTATION, SON EXISTENCE, SA RÉALISATION, DÉFECTUEUSE OU TOTALE, SON EXPIRATION OU SA RÉSILIATION NOTAMMENT) SERA SOUMIS EXCLUSIVEMENT AU DROIT FRANÇAIS. À DÉFAUT D'ACCORD AMIABLE DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS SUIVANT L'ENVOI D'UNE CORRESPONDANCE FAISANT ÉTAT D'UN DIFFÉREND, TOUT LITIGE SERA SOUMIS POUR RÉSOLUTION AUX JURIDICTIONS DU RESSORT DU SIÈGE SOCIAL DU PRESTATAIRE QUI SONT SEULES COMPÉTENTES, ET AUXQUELLES LES PARTIES ATTRIBUENT COMPÉTENCE EXCLUSIVE, MÊME EN CAS DE DEMANDE INCIDENTE OU D'APPEL EN GARANTIE OU DE PLURALITÉ DE DÉFENDEURS. LA LANGUE DU CONTRAT ET DE TOUT RÈGLEMENT DES LITIGES EST LE FRANÇAIS.

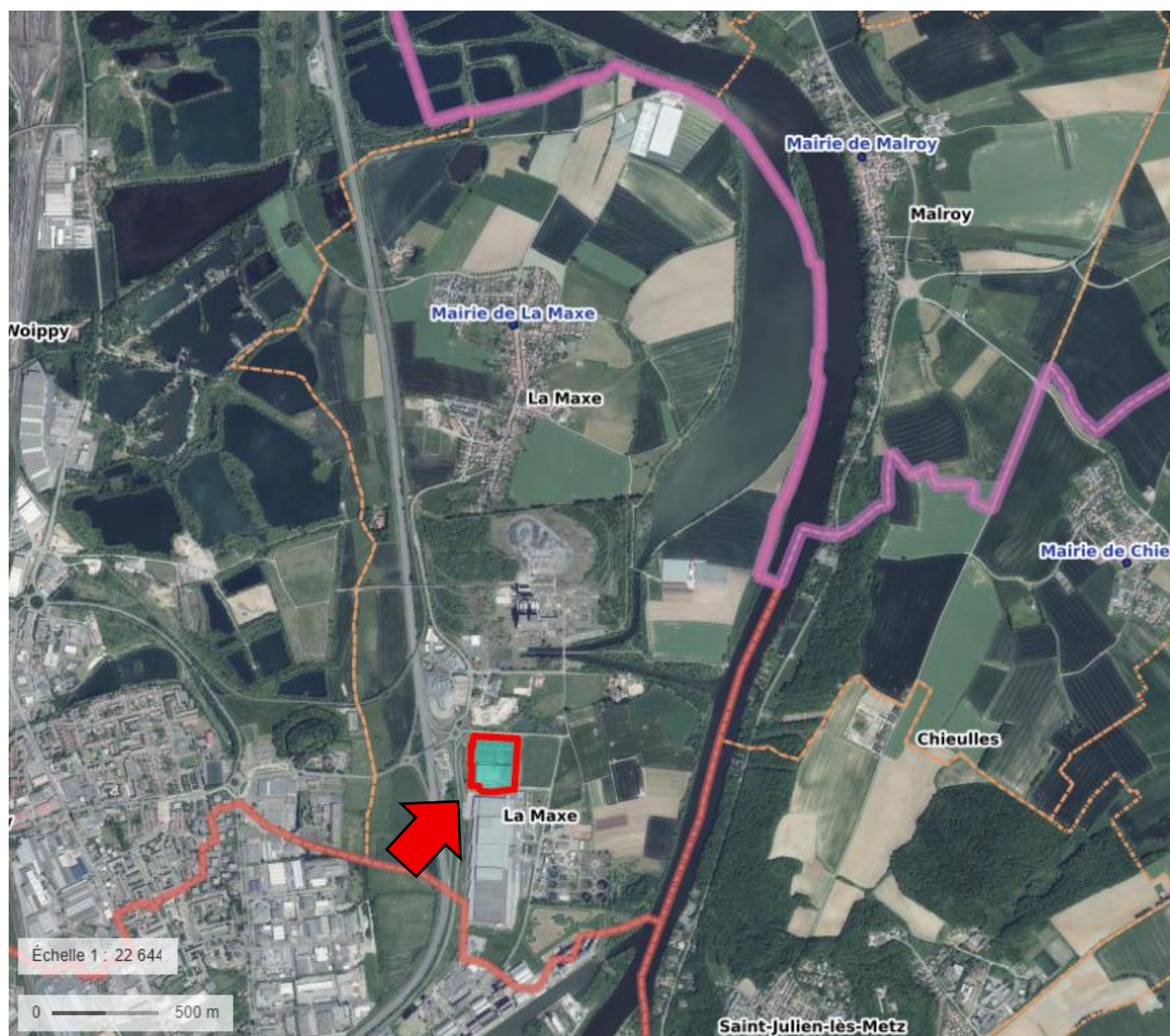
Coordonnées de la compagnie d'assurance :

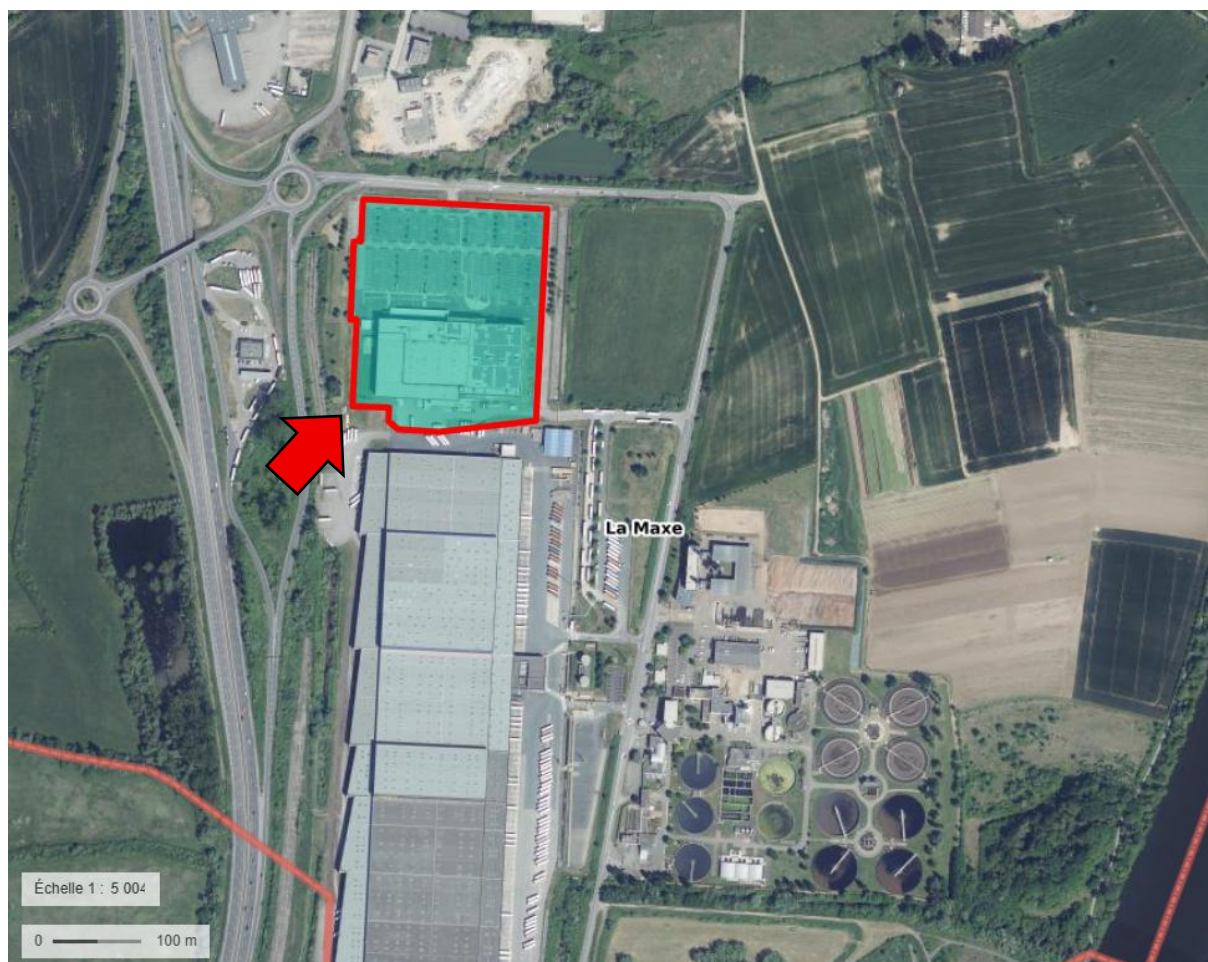
SWA
8, rue Louis Armand CS7201
75738 PARIS CEDEX 15
N° de contrat 7352000 / 002 102991761
N° de Sociétéaire F72759N

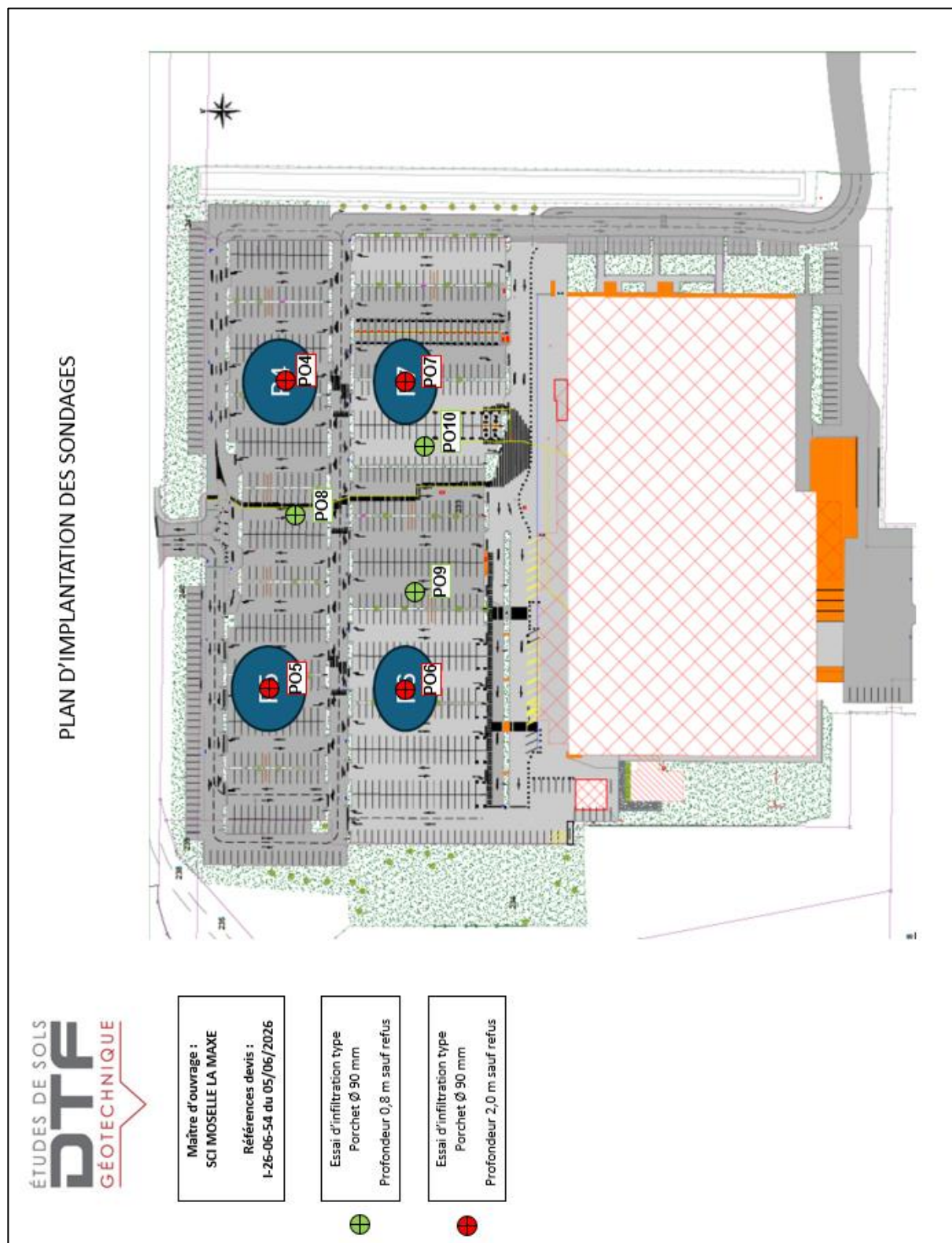
Mise à jour : Janvier 2026

ANNEXES

Plan de situation et d'implantation







Résultats des essais

ÉTUDES DE SOLS DTF GÉOTECHNIQUE Dossier : DT26-314 Chantier : La Maxe (57) Client : SCI Moselle la Maxe Machine : Socomafor 35 SONDAGE : PO4 Date : 16/06/2026 Profondeur : 2.00 m Foreur : RV+ArC Echelle 1/15 Z : 100.10 m						
Cote (m)	Profondeur (m)	Lithologie	Facès	Niveau d'eau	Outil	Coefficient
100	0	Enrobé				
		Sable grisâtre remanié à cailloux calcaire beige				
	1	Sable grisâtre-foncé à cailloux et à fragments de brique	Remblais	Pas d'eau	Tarrière mécanique hélicoïdale continue Ø 90 mm	$K = 8,5 \times 10^{-6} \text{ m/s} = 30,52 \text{ mm/h}$
98	2				Fin du sondage	
	3					

ÉTUDES DE SOLS DTF GÉOTECHNIQUE		Dossier : DT26-314 Chantier : La Maxe (57) Client : SCI Moselle la Maxe	SONDAGE : PO5 Date : 16/06/2026 Profondeur : 2.00 m	Echelle 1/15		
		Machine : Socomafor 35	Foreur : RV+ArC	Z : 100.10 m		
Cote (m)	Profondeur (m)	Lithologie	Facès	Niveau d'eau	Outil	Coefficient
100	0	 Enrobé 0.06 m	Remblais	Pas d'eau	Tarière mécanique hélicoïdale continue Ø 90 mm	$K = 3,5 \times 10^{-6} \text{ m/s} = 12,57 \text{ mm/h}$
		Sable brunâtre remanié à cailloux 0.60 m				
	1	Argile sableuse marron/brunâtre à cailloutis et à quelques cailloux 1.80 m				
		 Sable argileux brun/verdâtre à quelques graviers 2.00 m	Alluvions			
98	2	Fin du sondage				
	3					

ÉTUDES DE SOLS DTF GÉOTECHNIQUE		Dossier : DT26-314	SONDAGE : PO6	Echelle 1/15		
		Chantier : La Maxe (57)	Date : 16/06/2026			
		Client : SCI Moselle la Maxe	Profondeur : 2.00 m			
		Machine : Socomafor 35	Foreur : RV+ArC	Z : 100.00 m		
Cote (m)	Profondeur (m)	Lithologie	Facès	Niveau d'eau	Outil	Coefficient
100	0	Enrobé 0.06 m	Remblais	Pas d'eau	Tarière mécanique hélicoïdale continue Ø 90 mm	$K = 3,3 \times 10^{-6} \text{ m/s} = 11,90 \text{ mm/h}$
		Sable marron remanié à cailloux 0.60 m				
99	1	Argile sableuse brunâtre à quelques cailloutis 1.50 m				
		Argile sableuse à sable argileux gris/verdâtre à cailloutis 2.00 m	Alluvions		2.00 m	2.00 m
98	2	Fin du sondage				
97	3					

ÉTUDES DE SOLS DTF GÉOTECHNIQUE		Dossier : DT26-314	SONDAGE : PO7	Echelle 1/15		
		Chantier : La Maxe (57)	Date : 16/06/2026			
		Client : SCI Moselle la Maxe	Profondeur : 2.00 m			
		Machine : Socomafor 35	Foreur : RV+ArC	Z : 100.10 m		
Cote (m)	Profondeur (m)	Lithologie	Faciès	Niveau d'eau	Outil	Coefficient
100	0	 Enrobé 0.06 m	Remblais	Pas d'eau	Tarière mécanique hélicoïdale continue Ø 90 mm	$K = 4,1 \times 10^{-6} \text{ m/s} = 14,62 \text{ mm/h}$
		Sable grisâtre remanié à cailloux 0.90 m				
99	1	Argile sableuse verdâtre à inclusion noir, à cailloux et à fragments de brique et de verre 2.00 m				
98	2	Fin du sondage				
	3					

[illegible]

ÉTUDES DE SOLS DTF GÉOTECHNIQUE		Dossier : DT26-314 Chantier : La Maxe (57) Client : SCI Moselle la Maxe Machine : Socomafor 35	SONDAGE : PO9 Date : 16/06/2026 Profondeur : 0.80 m Foreur : RV+ArC	Echelle 1/5		
		Z : 100.10 m				
Cote (m)	Profondeur (m)	Lithologie	Facès	Niveau d'eau	Outil	Coefficient
	0	 Enrobé				
100						
		Sable marron-foncé remanié à cailloux	Remblais	Pas d'eau	Tarière mécanique hélicoïdale continue Ø 90 mm	$K = 6,6 \times 10^{-6} \text{ m/s} = 23,79 \text{ mm/h}$
		Sable marron remanié à cailloux et à quelques blocailles				

ÉTUDES DE SOLS DTF GÉOTECHNIQUE		Dossier : DT26-314 Chantier : La Maxe (57) Client : SCI Moselle la Maxe Machine : Socomafor 35	SONDAGE : PO10 Date : 16/06/2026 Profondeur : 0.80 m Foreur : RV+ArC	Echelle 1/5		
		Z : 100.10 m				
Cote (m)	Profondeur (m)	Lithologie	Facès	Niveau d'eau	Outil	Coefficient
	0	Enrobé 0.05 m				
100		Sable marron remanié à cailloux 0.80 m	Remblais	Pas d'eau	Tarière mécanique hélicoïdale continue Ø 90 mm	$K = 3,1 \times 10^{-6} \text{ m/s} = 11,07 \text{ mm/h}$
					Fin du sondage	
1						